

## Réponse Philippe Poutou NPA

Je souscris entièrement à votre affirmation selon laquelle des innovations démocratiques réelles sont nécessaires pour couper l'herbe sous le pied aux démagogues qui cherchent des boucs émissaires, notamment du côté des immigrés ou personnes issues de l'immigration.

Pour ce qui est des trois mesures que vous proposez :

- Il est effectivement nécessaire de soumettre à un référendum le Pacte budgétaire européen. Ce sera, les présidentielles passées, un des axes sur lesquels il faudra interpeler les futurs gouvernants, notamment ceux qui comme François Hollande ont annoncé qu'ils renégocieraient le Pacte. Le précédent de Lionel Jospin en 1997 qui, malgré ses déclarations pré-électorales, n'a pas voulu imposer une renégociation du Pacte de stabilité montre qu'il
- Il est clair que le discrédit croissant des institutions européennes, les pratiques anti-démocratiques mises en œuvre pour imposer des « gouvernements Goldman Sachs » en Italie et en Grèce, nécessite un nouvel édifice institutionnel, qui devra émaner d'une Constituante européenne pour être ensuite ratifié par les peuples. Telle est l'orientation générale du NPA ; à ce stade, il nous paraît impossible de définir des modalités plus précises.

- Pour ce qui est du référendum d'initiative populaire, son existence constituerait un contrepoids utile au Parlement anti-démocratique de la Constitution actuelle. Mais, nous pensons que c'est cette Constitution elle-même qu'il faut changer.

Pour terminer, je voudrais insister sur deux aspects essentiels pour le NPA :

- Il n'y a pas de vraie démocratie politique sans démocratie économique et sociale. Le bouleversement institutionnel nécessaire, tant au niveau français qu'au niveau européen, doit s'accompagner de mesures propres à permettre à la société de s'engager sur la route d'un développement social et écologique, ce qui suppose de retirer aux intérêts privés, au marché, la maîtrise des grandes orientations. La démocratie, c'est aussi la socialisation des banques, des services publics restaurés et étendus, un droit véritable au logement, à la santé, à l'éducation et une planification démocratique des grands choix de développement

Tout ça, vous le savez, ne nous sera pas accordé de bonne grâce par les dominants. Il faudra que les salariés, les chômeurs, toutes les catégories exploitées et opprimées de la population se mobilisent pour « révolutionner » la société. L'expliquer est un des aspects essentiels de ma candidature.